

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 12 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : la hausse des prix du pétrole met sous pression le budget, en raison du poids croissant des subventions énergétiques
- ❖ Malaisie : les tensions sur le détroit d'Ormuz révèlent une forte vulnérabilité énergétique, liée à la dépendance aux importations de brut et à l'absence de réserves stratégiques
- ❖ Philippines : les IDE reculent nettement en 2025 (-17 %), à leur plus bas niveau depuis le Covid 19, dans un contexte d'incertitudes accrues

LE CHIFFRE À RETENIR

**154,7 Md
USD**

Le budget 2026 pour Singapour atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré

Région

Tensions énergétiques et recomposition des flux de carburant en Asie du Sud-Est

Les perturbations d'approvisionnement liées aux tensions au Moyen-Orient ont fortement resserré le marché asiatique des produits raffinés, avec des marges de raffinage à leur plus haut niveau en près de 4 ans et des réductions d'activité dans plusieurs raffineries régionales. Dans ce contexte, les flux énergétiques se recomposent rapidement : les importations asiatiques de carburants sont en forte hausse, tandis que les approvisionnements se réorientent vers plusieurs fournisseurs régionaux. Singapour et la Malaisie apparaissent notamment comme des points d'ancrage logistiques importants dans cette reconfiguration, en raison de leurs capacités de raffinage, de stockage et de redistribution. Les tensions se traduisent par des perturbations ponctuelles dans certaines économies importatrices nettes. Au Cambodge, environ un tiers des stations-service ont temporairement fermé, avant un

retour à la normale (moins de 6 % encore fermées), illustrant la vulnérabilité des pays dépourvus de capacités de raffinage. Les exportations de carburant de Singapour et de la Malaisie vers le Cambodge ont progressé de +25 % en glissement annuel début mars. Cette séquence met en évidence la fragmentation du marché énergétique régional et renforce les enjeux de sécurisation des approvisionnements et d'intégration énergétique au sein de l'ASEAN.

Indonésie

Bank Indonesia maintient son taux directeur à 4,75 % en mars

Mardi 17 mars, Bank Indonesia (BI) a confirmé le maintien de son taux directeur à 4,75 %, alors que le pays se prépare au pic du mudik, l'exode massif des voyageurs à l'occasion de la fin du Ramadan. La dernière baisse du taux remontait à septembre 2025, avec une réduction de 25 pdb. La Banque centrale a également laissé inchangés ses taux de facilités de dépôt et de prêt, respectivement à 3,75 % et 5,50 %. Cette décision s'explique par la révision à la baisse de la croissance mondiale, désormais estimée à 3,1 %, en raison des risques liés au conflit au Moyen-Orient, tandis que la hausse des prix du pétrole pourrait peser sur l'économie nationale. Bank Indonesia place la stabilité du taux de change au cœur de sa politique monétaire. La Banque a notamment annoncé un durcissement des règles sur les transactions en devises, ainsi qu'une augmentation des plafonds de DNDF et de swaps afin de limiter la spéculation. Ces mesures visent à protéger les réserves de change, tombées à 151,9 Md USD en février, tout en renforçant la confiance dans la roupie.

Alors que les tensions persistent au Moyen-Orient, le gouvernement indonésien poursuit ses réflexions pour faire face aux pressions sur le budget de l'Etat

Les tensions au Moyen-Orient ont fait grimper le prix du Brent au-delà de 100 USD le baril, contre environ 70 USD avant le 28 février. Or cette forte hausse pourrait peser sur les finances publiques, alors que le gouvernement subventionne les carburants et avait construit son budget 2026 sur une hypothèse de prix moyen du pétrole de 70 USD. Selon l'Energy Shift Institute (ESI), chaque dollar supplémentaire du prix mondial du pétrole entraînerait une hausse de la facture des subventions d'environ 6700 Md IDR (près de 395 M USD). Dans l'immédiat, le gouvernement privilégie le maintien des prix des carburants subventionnés pour soutenir la croissance, tout en explorant des solutions visant à limiter l'impact de la hausse des prix du pétrole sur le budget de l'État. Le président Prabowo Subianto a rappelé que tout dépassement de la limite légale

concernant le déficit (à 3% du PIB) ne devait intervenir qu'en dernier recours, mais a indiqué qu'une situation de crise justifierait un dépassement. Plusieurs observateurs soulignent toutefois la nécessité d'adopter des réformes structurelles, notamment un meilleur ciblage des carburants subventionnés et une réduction des dépenses liées à certains programmes sociaux coûteux, tels que les repas scolaires gratuits (MBG) et les coopératives villageoises Rouges et Blanches.

La dette extérieure de l'Indonésie est restée stable en janvier 2026

Selon les données de Bank Indonesia, la dette extérieure de l'Indonésie est restée globalement stable en janvier 2026, s'établissant à 434,7 Md USD (+1,7 % en g.a.). La dette externe publique (gouvernement et Banque centrale) s'élève à 241,7 Md USD, soit 56 % du total, affichant une progression modérée de 3,7 % en glissement annuel. Cette hausse s'explique par le recours accru aux financements extérieurs pour soutenir les programmes gouvernementaux, ainsi que par l'achat de titres de dette publique par des acteurs étrangers. La dette externe publique est très largement constituée d'engagements à long terme (87 %). La dette extérieure du secteur privé a, quant à elle, reculé à 193,0 Md USD en janvier 2026, soit une contraction de 0,7 % en g.a., principalement liée au désendettement des entreprises non financières. Elle reste concentrée dans quelques secteurs clés, notamment l'industrie manufacturière, les assurances et services financiers, la production et distribution d'électricité et de gaz, ainsi que les industries extractives. Ces secteurs représentent 80,1 % de la dette privée totale, avec une prédominance des maturités à long terme (76,2 %). Dans l'ensemble, la structure de la dette extérieure indonésienne demeure solide. Le ratio dette extérieure/PIB s'établit à 29,6 % en janvier 2026, en légère baisse.

Malaisie

Les États-Unis lancent une enquête sur les surplus industriels malaisiens

Le 11 mars, l'administration américaine a initié une enquête au titre de la Section 301 contre la Malaisie, accusée de maintenir des capacités de production excédentaires dans les secteurs de l'électronique, des biens d'équipement et de l'acier. Selon le Représentant américain au commerce (USTR), ces surplus, illustrés par un excédent commercial bilatéral de 16 milliards de dollars en 2024 (dont 60 % proviennent de l'électronique), menacent les industries locales américaines. La Malaisie voit son secteur sidérurgique particulièrement visé : sa capacité de production a augmenté de 22 % entre 2018 et 2022, malgré une chute de 25 %

de la demande. Cette enquête s'inscrit dans une stratégie plus large de Washington pour contrer les déséquilibres commerciaux, après l'annulation par la Cour suprême, en février 2026, des tarifs douaniers imposés sous l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA). La Malaisie, qui avait négocié un accord commercial bilatéral pour sécuriser un tarif préférentiel de 19 %, non encore entré en vigueur, pourrait voir ses exportations taxées à hauteur de 15 % suite aux conclusions de l'enquête.

Le blocage du détroit Ormuz expose les failles de la sécurité énergétique de la Malaisie

La flambée des cours du pétrole a mis à jour plusieurs fragilités dans la sécurité énergétique de la Malaisie. En effet, bien que producteur de pétrole, le pays importe 69% de son brut lourd en provenance du Moyen-Orient. Le pétrole malaisien, de meilleure qualité et mieux valorisable sur les marchés internationaux, est quant à lui majoritairement exporté (Thaïlande, Australie, Japon). Cette dépendance de fait, couplée à une absence de réserve stratégique et des stocks commerciaux estimés à deux mois de consommation, rend la Malaisie vulnérable aux ruptures d'approvisionnement. Aussi, le producteur national Petronas tente de pallier la crise en redirigeant une partie de sa production locale vers les raffineries du pays et en cherchant des alternatives en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Cependant, ces solutions resteraient insuffisantes face à une interruption prolongée des flux en provenance du Golfe. Le gaz naturel, moins exposé grâce à une production locale dominante et des importations en provenance d'Australie, n'échappe pas à la hausse des prix mondiaux, impactant le coût de production de l'électricité et par la même la compétitivité de plusieurs industries locales (métallurgie, électronique, centres de données). Sur un autre registre, le subventionnement du prix de l'essence à la pompe, qui bénéficie à la plupart des ménages, pèse lourdement sur les finances publiques. Son impact budgétaire, qui était estimé à 180 M USD par mois, est passé récemment à 810 M USD/ mois. Les appels à un resserrement de la politique de subventionnement des carburants se multiplient dans les milieux économiques.

Petronas cède une partie de ses investissements au Brésil

Le producteur national Petronas a finalisé la vente au brésilien Petrobras de sa participation de 50 % dans deux champs offshore (Tartaruga Verde et Module III) pour un montant de 450 M USD. Acquis en 2019, ces champs produisaient 55 000 barils par jour. Cette opération s'inscrit dans la stratégie 2024-2026 de rationalisation du portefeuille du groupe malaisien, visant à recentrer ses investissements sur des actifs plus rentables et alignés sur ses objectifs Net Zero 2050. Elle permet par ailleurs à Petrobras d'optimiser l'exploitation des infrastructures existantes, notamment après la découverte récente d'un gisement prometteur à proximité. Selon des spécialistes du secteur, cette opération reflète une tendance plus large : Petronas réorienterait ses investissements vers des actifs à meilleure résilience économique et à moindre risque opérationnel, tout en réduisant son exposition aux incertitudes géopolitiques et réglementaires. La transaction libère des fonds pour des projets plus stratégiques, comme les ressources non conventionnelles en Argentine et au Canada, ou des actifs conventionnels ciblés au Brésil, au Mexique, au Turkménistan, en Irak et au Vietnam.

Singapour

Un budget 2026 record pour faire face à une instabilité mondiale durable

Le Président Tharman Shanmugaratnam a mis en garde contre une « longue tempête d'instabilité politique mondiale » à l'occasion de la promulgation du budget 2026 (154,7 Md USD). Il souligne que la poursuite du conflit au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz, accroissent le risque d'un ralentissement économique global et d'une hausse durable du coût de la vie. Dans ce contexte, le Parlement a adopté un budget record de 207,9 Md SGD ($\approx 154,7$ Md USD), marqué par une forte incertitude internationale liée aux tensions géopolitiques, aux perturbations commerciales et à la volatilité des prix de l'énergie. Selon Indranee Rajah, Ministre délégué aux Finances, ce budget vise à permettre à Singapour de s'adapter à un « monde transformé », en renforçant la résilience économique et sociale. Au-delà des tensions économiques, Tharman Shanmugaratnam insiste sur la dégradation du cadre international, caractérisée par une remise en cause du droit international et une multiplication des conflits. Face à ces risques, Singapour s'appuie sur plusieurs « amortisseurs stratégiques » : des réserves budgétaires importantes, une forte crédibilité internationale et des investissements soutenus dans les compétences, l'innovation et la diversification des approvisionnements. Le budget 2026 prévoit notamment un soutien accru à la compétitivité des entreprises, un effort stratégique sur l'intelligence artificielle et des mesures en faveur des ménages dans un contexte de baisse de la natalité, tout en

préservant des marges de manœuvre budgétaires pour faire face à de futurs chocs.

Singapour et le Japon élèvent leurs relations à un partenariat stratégique pour renforcer leur coopération économique, technologique et sécuritaire

Singapour et le Japon ont annoncé l'élévation de leurs relations bilatérales au rang de partenariat stratégique, à l'occasion du 60e anniversaire de leurs relations diplomatiques. Cette évolution vise à approfondir une coopération déjà dense et multidimensionnelle entre deux partenaires partageant des positions convergentes en faveur d'un ordre international fondé sur des règles. Le partenariat couvre cinq axes prioritaires : commerce et investissements, numérique et technologies, sécurité et défense, transition énergétique, ainsi que coopération institutionnelle. Plusieurs initiatives concrètes ont été annoncées, dont la création d'un dialogue bilatéral sur les politiques numériques, le renforcement de la coopération en intelligence artificielle (sécurité, gouvernance, modèles adaptés aux langues locales) et le développement de collaborations dans des secteurs de pointe (semi-conducteurs, quantique, communications du futur). Sur le plan énergétique, un cadre de coopération a été établi pour promouvoir des solutions bas carbone, incluant l'hydrogène, l'ammoniac, le GNL et les interconnexions électriques. Les deux pays ont également conclu un accord de reconnaissance mutuelle des dispositifs de cybersécurité pour les objets connectés, facilitant l'accès aux marchés à compter de juin 2026. Au-delà des aspects économiques et technologiques, ce partenariat vise à renforcer la coordination sur les enjeux internationaux, dans un contexte de dégradation de l'environnement géopolitique et de tensions sur le système commercial multilatéral.

Singapour alerte sur les risques de blanchiment liés aux VCC

L'Autorité monétaire de Singapour a mis en garde les acteurs financiers contre les risques d'utilisation des structures de Variable Capital Companies (VCC) à des fins de blanchiment d'argent, selon des informations relayées par la presse. Introduit en 2020 pour attirer les gestionnaires d'actifs et family offices, le dispositif compte plus de 1 400 VCC et environ 3 300 sous-fonds opérationnels. Plusieurs cas de blanchiment ont toutefois été identifiés, suscitant des préoccupations sur les flux financiers illicites. L'autorité a appelé les gestionnaires à renforcer leurs dispositifs de contrôle afin d'éviter toute utilisation abusive de ces structures pour des transferts de fonds illégaux. Elle précise néanmoins qu'aucun durcissement réglementaire n'est envisagé à

ce stade et réaffirme son soutien à une utilisation responsable du cadre VCC, dans le cadre de ses échanges réguliers avec l'industrie.

Vietnam

Entre tensions au Moyen-Orient et incertitudes commerciales, la trajectoire de croissance du Vietnam en 2026 demeure solide bien que sous pression.

Selon le rapport Quarterly Global Outlook 2Q 2026 de la banque singapourienne United Overseas Bank (UOB), à partir des données arrêtées au 6 mars, l'économie vietnamienne devrait croître de 7,5 % en 2026, après une performance robuste de 8,02 % en 2025, portée par les exportations et l'industrie. Toutefois, cette trajectoire reste exposée à des incertitudes externes : le conflit au Moyen-Orient et les évolutions des politiques commerciales américaines sont susceptibles de peser sur l'activité, en particulier via la hausse des prix du pétrole. Entre le 28 février et le 17 mars, le prix mondial du Brent a augmenté d'environ 30 USD, illustrant la volatilité actuelle des marchés énergétiques. La hausse des coûts énergétiques et de transport affectent particulièrement l'industrie manufacturière et la logistique, entraînant des perturbations du commerce extérieur. La consommation pourrait également ralentir sous l'effet de l'inflation estimée entre 4 et 4,5% en 2026, selon les dernières estimations de la SBV (banque centrale du Vietnam). Cette dernière devrait maintenir ses taux d'intérêt à 4,5 %. Selon l'UOB, une hausse de 10 USD du prix du pétrole Brent pourrait accroître l'inflation de 0,3 à 0,4 point et réduire la croissance du PIB de 0,6 à 0,9 point, avec un effet différé. Malgré ces risques, les perspectives à moyen terme restent favorables. L'économie vietnamienne devrait continuer de bénéficier d'importants flux d'investissements directs étrangers, d'une base industrielle dynamique et d'une possible reclassification du marché boursier vietnamien au statut de marché émergent en 2026. Pour rappel, le gouvernement vietnamien vise une croissance à 2 chiffres (au moins 10 % pour 2026), un objectif nettement supérieur aux prévisions des institutions internationales, généralement comprises entre 6,5 et 7,5 %.

Le Vietnam initie ses démarches diplomatiques pour sécuriser ses approvisionnements.

Depuis une semaine, le Vietnam multiplie ses démarches diplomatiques auprès des pays voisins pour tenter de garantir son approvisionnement en kérosène (Thaïlande) et pétrole (Japon et Corée du Sud). Lors de démarches officielles menées à la fois par le vice-ministre de l'Industrie et du Commerce, Nguyen Hoang Long, lors d'un sommet à Tokyo, et par le Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh lors d'un entretien avec l'ambassadeur japonais à Hanoi, le Vietnam a proposé que le Japon partage une partie de ses réserves pétrolières ou facilite l'accès du Vietnam à ces stocks.

Cette requête intervient alors que Tokyo étudie la possibilité de libérer jusqu'à 80 millions de barils pour stabiliser les marchés énergétiques. L'objectif du Vietnam est de diversifier ses sources d'approvisionnement (92% de son pétrole brut importé provient du Koweït), notamment pour alimenter la raffinerie de Nghi Son. En parallèle, le Vietnam s'est tourné vers d'autres partenaires : le 16 mars, Pham Minh Chinh a ainsi demandé au président angolais João Lourenço un soutien accru en pétrole brut et en gaz naturel, lors d'un entretien téléphonique. De même, selon Reuteurs, l'autorité de l'aviation vietnamienne recommande de se tourner vers d'autres fournisseurs potentiels, notamment le Brunei et l'Inde.

Les compagnies aériennes vietnamiennes sous pression face au choc énergétique.

Les compagnies aériennes vietnamiennes font face à un choc majeur sur le carburant et à des risques croissants de pénurie, en raison du conflit au Moyen-Orient. Le secteur subit une forte hausse des coûts, notamment après le triplement du prix du carburant Jet A1, susceptible d'augmenter les coûts d'exploitation de 60 et 70%. Parallèlement, les compagnies, dont Vietnam Airlines, ont dû allonger certains itinéraires, entraînant des temps de vol supplémentaires de 10 à 15 minutes et un surcoût d'environ 2 000 USD par vol. S'ajoute également une hausse des primes d'assurance - qui pourraient encore progresser de 10 à 15 % - liées aux risques de guerre. Au-delà de la hausse des prix, les acteurs du secteur alertent sur un risque croissant de pénurie de carburant dès avril. Selon Reuteurs, le pays pourrait être contraint de réduire ses vols dès avril 2026, notamment après la suspension des exportations de kérosène par la Chine et la Thaïlande, dans le contexte où le Vietnam importe plus des deux tiers de ses besoins en carburant aérien, dont 60% proviennent de ces deux pays. Face à cette situation, les autorités de l'aviation civile ont organisé le 9 mars une réunion d'urgence avec les entreprises du secteur. Les compagnies aériennes sont appelées à optimiser leur consommation, mobiliser leurs réserves et mieux planifier leurs besoins en carburant, tandis que les autorités cherchent à sécuriser l'approvisionnement en se tournant vers d'autres exportateurs comme l'Inde et Brunei. Le secteur réclame aux autorités des mesures de soutien, comme l'exonération de la taxe de protection de l'environnement sur le carburant aérien ou un assouplissement des plafonds de crédit.

Le Vietnam relance sa stratégie nucléaire avec la construction de centrales et le développement des SMR à horizon 2035

Selon l'Agence vietnamienne d'Information, le vice-Premier ministre Nguyen Chi Dung a signé la décision n° 438/QD-TTg le 16 mars 2026, approuvant la Stratégie pour le développement et l'application de l'énergie atomique à des fins pacifiques jusqu'en 2035, avec une vision pour 2050. La stratégie de développement de l'énergie nucléaire à horizon 2035 vise la construction et la mise en service de deux centrales nucléaires Ninh Thuan 1 et Ninh Thuan 2 et d'au moins un SMR ; 30% de participation des entreprises locales

dans l'investissement total des projets nucléaires ; faire émerger au moins un projet de centrale nucléaire utilisant la technologie de petits réacteurs nucléaires modulaires. À plus long terme (2050), l'énergie atomique est appelée à devenir l'un des piliers du système énergétique vietnamien, représentant entre 6 % et 8 % de la production nationale d'électricité. Une délégation vietnamienne conduite par le vice-ministre des Sciences et des Technologies, Lê Xuân Dinh, a participé au 2e Sommet mondial sur l'énergie nucléaire à Paris le 10 mars, réaffirmant l'engagement du Vietnam à renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Thaïlande

Conflit au Moyen-Orient : premiers impacts économiques et risques en cas de prolongation

Selon KKP Research et l'Université de la Chambre de commerce thaïlandaise, le PIB thaïlandais de 2026 pourrait reculer de -0,3 point à -2,3 points selon la durée du conflit, avec un scénario défavorable (plus de 6 mois) ramenant la croissance sous 0,7 %. Le Conseil national de développement économique et social (NESDC) estime quant à lui que chaque hausse de 1 THB/L du diesel réduit le PIB de 0,02 %. Le plafond du prix du diesel a été relevé le 18 mars de 30 à 33 THB/L, ramenant les dépenses de subvention des prix à la pompe du Fonds pétrolier à 22-25 M USD/jour (700-800 M THB/jour). Des perturbations affectent plusieurs secteurs. Sur le front du tourisme, les arrivées européennes ont chuté de 30 %, poussant les autorités à pivoter vers les marchés asiatiques et à préparer un dispositif de billets intérieurs gratuits pour les touristes étrangers. Deux navires transportant 80 000 tonnes de riz à destination de l'Irak ont été immobilisés à Bangkok, l'augmentation des prix du fret maritime pénalise les exportations à faibles marges, et le retrait des compagnies du Golfe (15 % du fret aérien mondial) réduit les capacités sur les liaisons Asie-Europe au détriment des exportations d'électronique et de produits périssables. À plus long terme, la hausse du tarif électrique pour mai-août 2026 ainsi que le renchérissement des intrants agricoles — la Thaïlande important 90 % de son urée depuis la région — constituent deux risques supplémentaires si le conflit venait à se prolonger.

Les États-Unis lancent une enquête Section 301 contre la Thaïlande pour pratiques commerciales déloyales

L'Office du représentant américain au commerce (USTR) a ouvert une enquête Section 301 contre 16 pays dont la Thaïlande, un mécanisme permettant aux États-Unis d'imposer des droits de douane unilatéraux en cas de pratiques jugées déloyales. Deux griefs sont soulevés pour le cas thaïlandais : un excédent commercial de 45-51 Md USD (1 450-1 650 Md THB) jugé suspect au regard d'un indice de production industrielle inférieur à 60 % depuis deux ans, et des soupçons de contournement des droits de douane

via le transit de produits chinois réétiquetés « Made in Thailand », une pratique estimée à 35-40 % de certaines exportations. Les secteurs ciblés sont l'automobile, les machines industrielles et les pneumatiques. Si les pratiques déloyales sont avérées, la Thaïlande s'exposerait à des droits de douane supplémentaires pouvant atteindre 25 %.

Contexte social : à l'aube du nouveau gouvernement, le pouvoir d'achat reste la priorité absolue des Thaïlandais

Un sondage de l'Office national des statistiques conduit auprès de 6 000 personnes entre le 22 et le 28 janvier 2026, illustre les fragilités économiques structurelles auxquelles devra répondre le gouvernement Anutin dès sa prise de fonction. Le coût de la vie arrive en tête des préoccupations (69,9 % des répondants), suivi du sentiment que les revenus ne couvrent plus les dépenses (63,8 %) et du poids de l'endettement des ménages (43,1 %) : trois indicateurs qui reflètent une consommation privée sous pression, dans un contexte de croissance à +2,4 % en 2025. Plus de la moitié des sondés (50,5 %) demandent au nouveau gouvernement de faire du pouvoir d'achat sa priorité absolue, devant la création d'emplois (10,8 %) et la résolution de la dette des ménages (9,1 %). Sur le plan de la gouvernance, 80,9 % attendent transparence et redevabilité de la part du nouveau cabinet, et 67,7 % placent l'honnêteté et la lutte contre la corruption en tête des qualités requises des ministres.

Philippines

800 M USD de prêt de politique publique approuvés par la Banque mondiale

La Banque Mondiale a approuvé le 12 mars un prêt de politique publique de 800 M USD aux Philippines, destiné à soutenir le programme « Philippines Growth and Job Development Policy Loan ». Ce programme s'articule autour de trois axes principaux. Premièrement l'amélioration de la gestion des finances publiques via l'augmentation des recettes fiscales et la priorisation des investissements dans les infrastructures et le capital humain. Deuxièmement, le renforcement de l'investissement privé et l'innovation par la simplification de l'enregistrement des entreprises, l'obtention des permis ainsi que par l'augmentation des incitations fiscales. Enfin, le développement du capital humain à travers des réformes dans l'éducation et la formation.

Les flux d'IDE en retrait de 17,1% en 2025 (7,8 Md USD), leur niveau le plus bas depuis le Covid19

Selon les données préliminaires de la Banque centrale (BSP), les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) ont reculé de -17,1% en 2025 pour s'établir à 7,8 Md USD, soit le niveau le plus bas depuis 2020 (6,8 Md USD), et hors pandémie, depuis 2015 (5,6

Md USD). Cette baisse est principalement tirée par le recul marqué des investissements dans les instruments de dette (-27% en g.a. à 5,3 Md USD). Les investissements en capitaux progressent de 31,4 % pour s'établir à 1,3 Md USD. Cette hausse résulte surtout de la baisse significative des retraits de capitaux (-58 %, à 660 M USD) plutôt que des nouvelles entrées qui ont reculé de 23,1 % (2,0 Md USD) dans un contexte d'incertitudes économiques et politiques nationales et internationales. Sur l'année, les placements en capitaux provenaient principalement du Japon (68%), suivi des Etats-Unis (14%) et de Singapour (11%). Ils étaient orientés vers les secteurs manufacturier (55%), de gros et de détail (30%), ainsi que dans les secteurs financier et d'assurance (18%). A noter également que les bénéfices réinvestis restent stables (+2,5 % à 1,2 Md USD) traduisant, avec la baisse des désinvestissements, la confiance relative des investisseurs déjà implantés sur le marché philippin.

Augmentation de la dette du gouvernement à 63,2% du PIB en 2025 (295 Md USD)

En 2025, la dette du gouvernement s'est établie à 63,2% du PIB, contre 60,7% en 2024. Cette augmentation du ratio s'explique par une progression de l'endettement à 295 Md USD (+10,3% en g.a.), insuffisamment compensée par une croissance ralentie sur l'année (+4,4%). Dans le cadre de la stratégie de gestion du risque de change face à un peso volatil, la dette domestique a progressé légèrement plus rapidement (+10,8%) que la dette extérieure (+9,2%). La structure de la dette reste ainsi majoritairement domestique (68,4 %), contre 31,6 % pour la dette extérieure, dont 78,7 % est libellée en dollar. Par ailleurs, le service de la dette a atteint 35,3 Md USD (+4,1% en g.a.), sous l'effet d'une hausse des paiements d'intérêts (+13,2%), malgré une légère diminution de l'amortissement du principal (-1,5%).

Cambodge

Développement du réseau portuaire

Le premier ministre cambodgien Hun Manet a signé un sous-décret autorisant la construction d'un port à Kampong Chhnang et l'extension du port de Kampot. Ces ports pourront traiter respectivement 2 et 3 millions de tonnes de marchandises en vrac chaque année. Ces infrastructures visent à réduire les coûts et délais de transport, tout en facilitant l'exportation de produits agricoles des provinces non côtières. Ces projets sont inscrits au Master Plan on Cambodia Intermodal Transport and Logistics System (2023-2033). Ce schéma directeur vise à améliorer les connexions entre les voies fluviales et maritimes afin d'augmenter les capacités de transport du pays et de les décarboner. Le port de Kampot sera d'ailleurs le débouché du canal Funan Techo. Ce canal, dont les travaux ont tout juste débuté, reliera Phnom-Penh à la mer. Il permettra notamment au Cambodge de réduire sa dépendance aux ports vietnamiens.

Le Cambodge stocke son énergie

L'entreprise cambodgienne SchneiTec a officiellement lancé le premier système de stockage d'énergie par batterie (BESS) du Royaume. Située dans la province de Pursat, elle est dotée d'une puissance installée de 500 MW pour une capacité de stockage correspondant à 2 heures d'autonomie à pleine puissance. Cette infrastructure vise à compenser l'intermittence de la production photovoltaïque. Aujourd'hui, près de 11 % de la production électrique cambodgienne (et possiblement jusqu'à 18 % en 2027). Ce projet s'inscrit dans la stratégie énergétique du ministère des Mines et de l'Energie qui vise à une production d'électricité décarbonée à 70 % en 2030. Le Cambodge souhaite aussi gagner son indépendance énergétique. En 2025, il a importé 8 % de sa consommation. La BAD, finance pour sa part un BESS de 2 heures d'autonomie à pleine puissance (250MW/500 MWh) au sud de Phnom-Penh, pour un coût de 62 M USD.

Une nouvelle banque sur la sellette

La banque Asia-Pacific Development Bank (APD) a suspendu puis restreint l'ensemble des transactions de ses clients (dépôts, retraits, paiements). Elle mentionne officiellement une mise à jour de ses systèmes informatiques. Justification jugée atypique, notamment pour une durée aussi longue (> 10 jours). Un signe avant-coureur d'une liquidation ne peut donc être exclu. La banque présente un profil préoccupant. Fondée en 2016, APD a affiché une croissance anormale de ses dépôts (+154,7 % entre 2022 et 2024), alimentant des soupçons de fraude et de blanchiment. Avec 2 Md USD d'actifs (2,1 % du marché), la banque n'a pas de caractère systémique. Les institutions bancaires, dont la Banque nationale du Cambodge, ont tenu à circonscrire l'incident à un cas isolé, déconseillant la population à effectuer tout retrait massif susceptible de causer un risque de liquidité. En 2026, la Banque nationale du Cambodge a déjà placé deux banques en liquidation, dont Prince Bank, confirmant la volonté du gouvernement de lutter contre les activités illicites liées au secteur bancaire.

Laos

Le Laos renforce ses contrôles face à une crise d'approvisionnement en carburant

Les autorités lao ont intensifié leurs efforts pour stabiliser l'approvisionnement en carburant, après la fermeture de plus de 1 061 stations-service sur un total de 2 538, soit près de 42 % du réseau national. Cette situation entraîne de longues files d'attente et des tensions croissantes sur l'offre. Les disparités régionales sont marquées : dans la province de Vientiane, 121 stations sur 207 sont fermées, tandis que dans la province de Xieng Khouang, seules 32 stations sur 153 restent en activité. Ces perturbations provoquent des congestions routières et alimentent les craintes de pénuries. Face à cette situation, le gouvernement a ordonné des inspections

nationales des stocks et des circuits de distribution afin d'identifier les causes des fermetures et de sécuriser l'approvisionnement. Ces mesures visent à rétablir un fonctionnement normal du réseau et à limiter les risques de rupture prolongée.

Le Laos prévoit d'envoyer plus de 17 000 travailleurs en Corée du Sud en 2026

Le Laos prévoit d'envoyer plus de 17 000 travailleurs en Corée du Sud en 2026 dans le cadre de son programme de migration de main-d'œuvre, dans un contexte de pression sur le marché du travail domestique. Cette initiative s'inscrit dans un plan plus large couvrant la période 2026–2030 visant à développer les opportunités d'emploi à l'étranger et à soutenir les revenus des travailleurs lao. Le ministre du travail et de la protection sociale, Phoxay Sayasone, a confirmé cet objectif lors d'une réunion le 13 mars consacrée au programme de travailleurs saisonniers avec la Corée du Sud. Les autorités souhaitent améliorer la préparation des travailleurs avant leur départ, notamment en renforçant les formations linguistiques et professionnelles, en simplifiant les procédures administratives et en facilitant la réintégration des travailleurs de retour au Laos.

Birmanie

Tensions sur l'approvisionnement énergétique et en engrais

Afin de contrôler l'obligation d'achat de carburant un jour sur deux et une seule fois par jour pour les immatriculations paires/impaires, le ministère de l'Energie a annoncé la mise en place d'une application de contrôle centralisé, via un QR code attribué aux véhicules et scanné lors de l'achat. Pour l'approvisionnement en électricité, le ministère a indiqué poursuivre la fourniture d'électricité 24h/24 aux zones industrielles, industries et commerces reliées par des lignes dédiées à des centrales GNL, malgré une baisse d'environ 25% de la production totale d'électricité en raison de la destruction de lignes de transmission et d'une réduction de l'approvisionnement en GNL. Pour les autres, des mesures de délestage sont mises en place pour certaines zones à partir du 18 mars. Le gouvernement de facto annonce également des difficultés d'approvisionnement en urée en provenance du Moyen-Orient et appelle à privilégier les engrais naturels.

Rapport de la chambre de commerce européenne sur l'économie numérique

Le 10 mars la chambre de commerce européenne Eurocham en Birmanie a publié un rapport analysant l'environnement local pour le développement de l'économie numérique. Le rapport décrit l'adoption rapide au Myanmar des outils numériques ces dernières années, tout en faisant le constat que les conditions nécessaires au maintien du commerce et des investissements numériques sont de plus en plus fragiles : dégradation des infrastructures, incertitude

réglementaire, escalade de la cyberfraude et pénurie critique de compétences. Les entreprises du Myanmar ont adopté les plateformes numériques à un rythme supérieur à la moyenne régionale selon le rapport. Le taux d'adoption des paiements mobiles parmi les entreprises s'élèverait à 99 %, contre une moyenne de 86 % dans l'ASEAN, tandis que plus de la moitié des entreprises interrogées s'appuient sur des outils numériques ou le commerce électronique pour la majorité de leurs opérations. EuroCham appelle à une action politique urgente dans quatre domaines : rétablir une connectivité Internet stable, créer une réglementation numérique transparente, renforcer la coordination en matière de cybersécurité et investir dans le développement des talents numériques.

Promulgation d'une loi pour la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Le Conseil de défense nationale et de sécurité de la République de l'Union du Myanmar a promulgué une loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent, en date du 11 mars 2026. Cette loi, composée de 17 chapitres, vise à mettre en œuvre la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à renforcer les capacités des organisations concernées, à échanger une assistance technologique, à développer de nouvelles technologies pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à garantir l'élaboration de politiques et à coopérer dans le cadre du processus de recherche. La Birmanie demeure actuellement sur la liste noire du GAFI.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr